

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
17 novembre 1976

No 567

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 5795z

Nouveau tremblement de terre en Chine

La République populaire de Chine vient d'être frappée par un violent tremblement de terre lundi soir dans la région industrielle et minière de Tangshan déjà dévastée en juillet dernier par un séisme de force 8,2 sur l'échelle Richter.

La région de Tangshan, située à 150 km environ au sud-est de Pékin, est par ordre d'importance la troisième zone industrielle du pays après la Chine du nord-est (ancienne Mandchourie) et la municipalité de Shanghai.

Selon les autorités chinoises, ce nouveau séisme — très fortement ressenti à Pékin où il n'a cependant pas causé de dégâts visibles — a été de force 6,9.

(Suite p. 2)

Interdiction du gala organisé par les grévistes de la Caisse d'Épargne

ON VEUT MUSELER LES «ECUREUILS»



Tous les matins, «les Écureuils» prennent la parole en assemblée générale (photo Adja)

Commencée il y a plus de six semaines, la grève des employés de la Caisse d'épargne de Paris se poursuit dans l'unité et la détermination. Cette lutte inquiète

pour bien des raisons le gouvernement qui est le patron direct des Caisse d'épargne. Par son ampleur, puisque 1 100 employés sont en grève illimitée sur un effectif de 1 500. Par son unité, puisqu'elle regroupe pour des revendications communes toutes les catégories de salariés. Pour sa forme, puisque chaque jour depuis le début, c'est près de 900 grévistes, qui se réunissent en assemblées générales afin de reconduire l'action, ce qui prouve une forte mobilisation. Pour son exemple, enfin, puisque, dans un secteur contrôlé par l'État, les travailleurs exigent le maintien des acquis sur le plan financier, de l'avancement ou du logement, l'augmentation des effectifs (la charge de travail ayant augmentée de 10 % en un an) et le respect des droits syndicaux à un moment où le gouvernement attaque le pouvoir d'achat des masses, rentabilise en licenciant et réprime pour faits de grève.

Le gouvernement donne l'exemple de la répression à tous les patrons en refusant la moindre négociation ou concession à la grève. La masse des travailleurs est consciente de l'enjeu, à la mesure de l'intransigeance gouvernementale. Cependant, une occupation des locaux, afin d'empêcher les non-grévistes de faire leur sale boulot, au ralenti, n'a jamais pu être réalisée alors qu'une bonne partie des grévistes y est favorable ainsi

que la CFDT. C'est le fruit du travail de sappe réalisé par des militants responsables du PCF qui contrôlent le syndicat autonome majoritaire.

Aujourd'hui mercredi à Versailles Les enseignants de plus de 40 établissements manifestent

Des enseignants de l'Essonne regroupés en coordination ont lancé pour aujourd'hui, mercredi 17 novembre, un appel à manifester dans les rues de Versailles. Plus de 40 établissements se sont ralliés à cet appel dans le département. Voici, sous la signature de la coordination des établissements scolaires de l'Essonne-Nord, de l'intersyndicale d'Evry, de la section FEN du CES d'Igny, de l'assemblée générale d'Albert Camus de Lamorville, et d'enseignants SNES, SNI, SGEN, de nombreux autres établissements de l'académie, le texte de cet appel.

Des enseignants se suicident. Combien encore ? Annick Méhu à Reims le 10 octobre, Dominique M. à Noncourt le 20 octobre, Renée Boudoures à Nice le 5 novembre. Pourquoi ?

Le chômage et l'exploitation scandaleuse des auxiliaires, sans garantie d'emploi malgré la qualification nécessaire. A la merci de l'administration, utilisés comme bouche-trou pendant des années, ils peuvent être licenciés du jour au lendemain. Renée Boudoures, comme beaucoup d'autres auxiliaires, ne touchait pas d'allocation de chômage.

Les conditions de travail intolérables de tous les enseignants, les classes surchargées, l'absence de tout matériel, aucune prise en compte de la formation pour l'attribution des postes, les retards de paiement inadmissibles qui vont jusqu'à deux et trois mois, les inspecteurs dont le rôle pédagogique se borne à culpabiliser et sanctionner les enseignants. Dominique M. et Annick Méhu avaient des «classes difficiles». Aucun moyen ne leur a été donné. L'inspection n'a fait qu'accabler Annick Méhu.

(Suite p. 3)

Les viticulteurs de l'Aude repartent en guerre

Un milliardaire du PCF parmi les premiers frappés

Des viticulteurs, qui avaient établi, lundi après-midi, un barrage sur la nationale 113 à hauteur de Barbaïra dans l'Aude, ont intercepté une dizaine de camions-citernes débordant de vin. Ils en ont vidé 4 de leur contenu. Au total, 1 100 hectolitres de vin ont été répandus sur la chaussée. Tous ces camions venaient de Sète où ils avaient été chargés en fin de matinée.

Le dernier des camions appartenait à une société dont le patron n'est autre que la sinistre crapule, Jean Doumeng, milliardaire du parti de l'ancien tourneur d'obus nazis, Marchais. Le bedonnant Doumeng, illustre membre du PCF, parmi les tout premiers frappés. Voilà qui montre que les petits viticulteurs du Midi ne sont guère décidés à se laisser endormir par les simagrées «communistes» de ce fondateur du Modef, syndicat paysan que dirige le PCF. Et qu'en tout cas ils ne feront pas de quartier contre leurs exploiters, les capitalistes du négoce du vin, qu'ils arborent ou non le haut-de-forme de «gauche».

L'agence bourgeoise AFP décrit ce Doumeng comme une «personnalité très connue dans les milieux du monde agricole de la région toulousaine». L'action de lundi montre en effet qu'on le connaît bien, mais sous son vrai visage d'exploiteur capitaliste ! Et l'AFP ajoute qu'on ignore de quel pays le vin provenait. Ne serait-ce pas... d'Italie, par hasard ? C'est que dans la région, on le connaît aussi le sieur Doumeng pour être justement le principal importateur de vin de ce pays...

Les mauvais coups du pouvoir contre les ouvriers immigrés de la Sonacotra

RIPOSTER DU TAC AU TAC

Déjouant les manœuvres du gouvernement et de la direction de la Sonacotra des milliers d'ouvriers immigrés des foyers poursuivent la grève des loyers pour leur diminution, pour l'obtention d'un statut de locataire et de droits démocratiques reconnus pour tous les travailleurs français, et pour le retour des délégués expulsés au mois d'avril. Contrairement aux espoirs des ennemis de la grève, aux rangs desquels il faut compter les dirigeants du faux parti communiste, les directions syndicales qui refusent de soutenir la plate-forme revendicative du Comité de coordination ainsi que divers groupes trotskystes qui se sont cassés les dents sur la détermination anti-révissionniste des résidents, le meeting du 23 octobre s'est tenu, traduisant bien un nouvel essor de la grève après le reflux des mois de juillet et d'août. De nouveaux foyers sont rentrés en grève, ont réélus des délégués et ont rallié la direction du Comité de coordination.

Alors rien d'étonnant à ce que les attaques reprennent avec force. La tactique du pourrissement n'ayant pas marché les patrons de la Sonacotra sont décidés à utiliser la police et la justice pour tenter de faire cesser la grève à nouveau par la force.

La Sonacotra qui pratique des prix exorbitants (pour un F6 elle perçoit

en moyenne 2 700 F par mois !) trouve dans la justice de la bourgeoisie une alliée précieuse.

Alors qu'aucune suite n'est à l'heure actuelle donnée aux plaintes déposées concernant une pratique de loyers illégaux, ni au recours au Conseil d'État pour le retour des délégués expulsés, les convocations au tribunal se multiplient pour les résidents des foyers en grève.

Les menaces consistent à envisager des saisies-arrêt sur salaires pour récupérer l'arriéré de plusieurs mois de loyers. Après le foyer de Montreuil ce sont ceux de Nanterre, Argenteuil, Cormeilles en Paris, Sannois et Saint-Denis qui sont convoqués.

Un autre scandale qui témoigne d'un cynisme et d'une exploitation honteuse à l'encontre des résidents dans les foyers, c'est qu'à l'heure actuelle certains d'entre eux reçoivent des avis pour payer des impôts locaux. D'autres reçoivent des lettres de l'Administration pour réclamer des arriérés d'impôts locaux. Alors que les résidents demandent un statut de locataires, qu'on leur refuse en prétextant que les foyers sont des hôtels, alors qu'ils n'ont pas de quittance de loyer pour cette raison et ne sont pas considérés comme habitant un domicile fixe on veut leur soutirer des impôts comme à n'importe quel locataire !

(Suite p. 4)

Angola

Les ambitions de Brejnev

Apparemment peu préoccupé de renouveler sa propagande, Brejnev vient, au cours d'un récent dîner en l'honneur d'une délégation angolaise, de ressasser sa vieille rengaine, prétendant que «l'URSS n'a pas d'intérêt spécial en Afrique». «Nous n'y recherchons aucun profit pour nous-mêmes», a-t-il déclaré vertueusement, «ce que nous souhaitons, ce n'est rien d'autre que la reconnaissance du droit sacré de tous les peuples de décider eux-mêmes de leur destin et de choisir leur propre voie de développement».

UNE DOMINATION RENFORCÉE

Nobles affirmations ! Mais les paroles des chefs de file du Kremlin sont-elles

Les révisionnistes soviétiques ont abondamment invoqué l'intervention sud-africaine pour «justifier» leur propre invasion du pays, pratiquée, elle, à grande échelle. On pouvait donc logiquement s'attendre à ce que leur présence cesse lorsque les racistes sud-africains ont été expulsés d'Angola en mars dernier. Mais Brejnev se soucie assez peu de la logique de ses propos. Et les faits sont là pour prouver qu'il nourrit d'autres ambitions que de laisser les Angolais «décider eux-mêmes de leur destin» et «choisir leur propre voie de développement». Non seulement les mercenaires à la solde du social-impérialisme ne se sont pas retirés d'Angola mais leurs familles sont venues s'y établir. Les «conseillers militaires» s'incrus-

base militaire camouflée. Les armes conventionnelles russes, les équipements électroniques, les roquettes, les missiles et les migs-21 y affluent. De nombreuses prises de positions africaines démasquent ce complot. «Les russes, disent-elles, tentent d'établir en Angola une base navale pour leur flotte de l'Atlantique avec le sang du peuple angolais; ce qu'ils veulent, c'est l'Afrique par la force des armes»

«LE SOCIAL-IMPERIALISME HORS DE L'AFRIQUE

A peine la fumée des batailles s'est-elle dissipée que les nouveaux Tsars ont commencé avidement la mise en coupe réglée des richesses du pays.

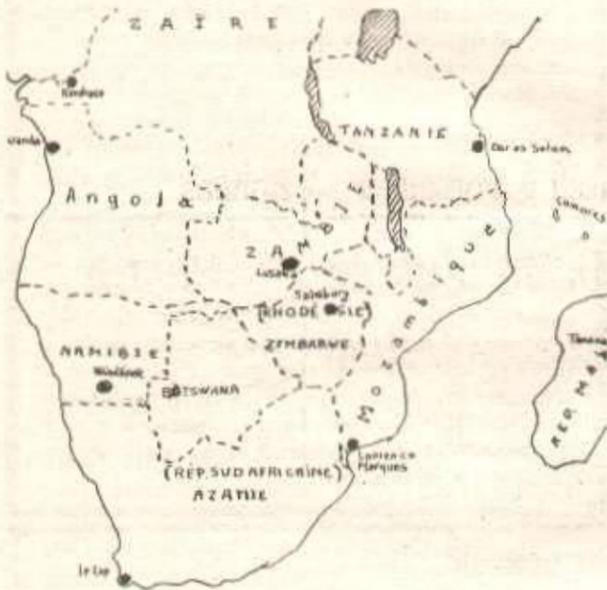
«The Call», hebdomadaire de la ligue Octobre Marxiste-Léniniste des USA, révélait en Janvier dernier que l'URSS avait chargé sur ses cargos une grande quantité de café angolais, payé 180 escudos le sac alors qu'il

était à 470 escudos sur le marché mondial.

Par cette seule transaction les soviétiques faisaient ainsi 30 millions de dollars de profits illicites. Ils s'attaquent maintenant aux gisements de diamants et autres ressources minières qu'ils guignaient depuis longtemps.

Les ambitions du social-impérialisme sont sans limites. Il entend mener son infiltration et son expansion en Afrique Australe et Centrale, s'y mesurer avec son rival américain pour menacer l'Europe et s'assurer l'hégémonie mondiale.

Mais l'Afrique d'aujourd'hui est une Afrique bien éveillée, une Afrique Combattante. Les nouveaux Tsars s'y casseront les dents. «Le social-impérialisme, hors de l'Afrique». La voix puissante des peuples africains leur rappelle justement et durement cette réalité.



L'Afrique centrale et australe tant convoitée par Brejnev. Les peuples de ces pays démasquent de plus en plus clairement la nature social-impérialiste de l'URSS.

vraiment en accord avec leurs actes ?

Prenons l'Angola, justement. Les déclarations soviétiques sur la nécessité de «sauvegarder» la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays abondent. Mais dans le même temps, le social-impérialisme russe submergeait l'Angola d'armes et de milliers de «conseillers militaires» et de mercenaires. La guerre civile qu'il a impulsée et attisée, a coûté très cher au peuple : plus de 100 000 Angolais y ont été tués, plus que pendant les 12 ans de lutte armée contre le colonialisme portugais.

Chassés par les canons des nouveaux tsars, un million d'Angolais sur les 6 millions que comprenait le pays, ont dû abandonner leur patrie pour se réfugier à l'étranger.

tent dans le pays tandis que les «experts», et les «personnels civils» s'y succèdent, groupe après groupe.

Pour tenter de légaliser et maintenir leur occupation forcée du pays, les nouveaux Tsars d'URSS ont, en deux mois, imposé à l'Angola plus d'une dizaine de «traités» et d'accords plus une «déclaration et un traité de coopération». Ce traité le plus récent est valable pour 20 ans.

Aujourd'hui toute l'activité de l'Angola, dans les domaines politiques, économiques, militaires, culturels, de l'éducation etc... est placée dans la sphère de «coopération» soviétique. Les Agents du KGB pullulent pour veiller au grain et agissent en despotes dans tout le pays.

Dévorés d'ambition, Brejnev et sa clique ont fait de l'Angola un arsenal, une

Vienne

UNE CONFERENCE A EPISODES

La sinistre plaisanterie de la «Conférence sur la réduction des forces en Europe» se poursuit. On nous annonce que suite à la 118e séance «aucun progrès n'a été enregistré». Les sociaux-impérialistes russes font beaucoup de tapage sur la «mauvaise volonté» de l'OTAN et le «désir sincère» de l'Union soviétique de détente en Europe.

Là-dessus, qu'apprend-on ? Tout simplement que les Russes viennent encore de déplacer 25 divisions de la frontière chinoise pour les masser en Europe. Ainsi donc, Brejnev parle de paix pour mieux préparer la guerre, la chanson est connue. Mais toutes ces manœuvres, comme d'ailleurs le fameux «esprit d'Helsinki» trompent de moins en moins de monde et chaque lutte des classes ouvrières déjà exploitées par le social-impérialisme russe effrite un peu plus le masque derrière lequel il se cache et découvre son vrai visage, un visage d'impérialiste.

LE DOIGT SUR LA "DÉTENTE"



Espagne

Les mineurs de Torrelavega ont gagné !

Les 210 mineurs qui s'étaient enfermés depuis le 3 novembre dans un puits de leur mine sont remontés au jour jeudi après-midi. Ils ont vaincu. La direction, qui avait dès le début tenté de prendre une attitude dure en les privant de communication et de ravitaillement et en faisant envoyer la troupe contre les manifestations de soutien a finalement dû capituler devant la détermination des mineurs de Torrelavega. Ils ont obtenu une augmentation de 490 F par mois pour l'ensemble des mineurs de fond et 280 F pour les 1 400 autres travailleurs de l'entreprise ainsi que l'assurance qu'aucune sanction ne serait prise.

Quand ils sont sortis du puits, toutes les cloches des églises de Torrelavega et les sirènes des mines ont retenti en signe de joie.



Argentine

Un révolutionnaire assassiné

On vient d'apprendre l'assassinat en Argentine du camarade Mireyo Rojo, membre du Comité central du Parti communiste d'Argentine (marxiste-léniniste). Militant de l'Union des travailleurs de la métallurgie, Rojo a été arrêté il y a un an. Il a, depuis, été régulièrement torturé et sa santé a été détruite par la tuberculose.

Loin de les abattre, la perte de ce camarade courageux, ne fera qu'encourager les révolutionnaires argentins à intensifier leur lutte.

Madagascar et les Comores resserrent leurs liens

Madagascar réitère dans un communiqué conjoint magacho-comorien «son ferme appui à l'Etat comorien et demande à la France de se retirer immédiatement de l'île de Mayotte».

Le communiqué a été diffusé à l'issue des entretiens entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays. Il souligne, d'autre part, «le climat de fraternité et d'amitié qui a présidé la rencontre et qui a permis de dégager une parfaite identité de vues sur tous les plans» et en particulier ceux de l'Afrique australe.

Nouveau tremblement de terre en Chine

Suite de la p. 1.

Le gouvernement chinois précisait récemment que de «grandes pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels» avaient été occasionnés, que de nombreux projets d'irrigation avaient été endommagés ainsi que les systèmes de drainage et que d'importantes sections de terres arables avaient été ravagées lors du dernier séisme de juillet.

Des dommages importants avaient en particulier été causés aux nombreuses installations minières de la région et les efforts de reconstruction entrepris au cours des quatre derniers mois ont été gigantesques.

Selon l'AFP, il faut noter que ce séisme n'a pas inter-

rompu les travaux place Tien-an-men pour la construction d'un mausolée à la mémoire de Mao Tsé-toung et où doit être exposée sa dépouille.

Ces travaux, entamés lundi matin, se sont poursuivis toute la nuit à la lumière de projecteurs.

C'est une nouvelle épreuve que le peuple chinois tout entier sous la direction de son parti communiste saura affronter et finalement surmonter. Loin de provoquer panique ou découragement ces tremblements de terre, hélas fréquents, sont sources d'ardeur combattante, d'efforts redoublés pour «faire la révolution et promouvoir la production».

nouvelles intérieures

Interdiction du gala organisé par des grévistes de la Caisse d'Épargne

ON VEUT MUSELER
«LES ECUREUILS»

(suite de la p. une)

En effet ces Messieurs, apprentis-patrons d'un futur gouvernement de «gauche», s'y sont toujours opposés au nom de la «démocratie», de la «responsabilité», comme s'ils étaient déjà dans les fauteuils du Conseil d'administration, pour impressionner des travailleurs qui, pour certains, connaissent à leur première expérience de lutte organisée contre des patrons.

Mais cela n'est pas assez pour le pouvoir. Ce qu'il veut à tout prix, c'est casser le mouvement. A l'initiative de la CFDT un gala de popularisation et de solidarité devait être organisé à la Mutualité mardi 16 novembre (voir HR du 13/11). Là encore les dirigeants révisionnistes ont tout fait pour

s'y opposer, puis, contraints de l'accepter, pour le saboter en refusant de participer à l'organisation ou au financement par toutes sortes de manœuvres mesquines. Le gala devant se tenir malgré tout, ce qui n'avait pu être obtenu par des attaques de l'intérieur c'est une décision préfectorale qui devait l'accomplir ! En effet, samedi en soirée, une lettre par porteur de la Préfecture de police adressée aux deux syndicats interdisait la tenue du rassemblement.

Prétextant qu'une autorisation ne pouvait être accordée qu'aux «détenteurs d'une licence d'entrepreneur de spectacles» ou à «un groupement régulièrement constitué en association et, dans un but de bienfaisance» la police prend ainsi une

mesure scandaleuse d'atteinte à la liberté d'expression. Cette décision exceptionnelle pour un meeting, qui plus est, organisé par des syndicats, qui ont pignon sur rue, n'est pas faite pour nous surprendre. Elle est à rapprocher des licenciements de travailleurs ou délégués syndicaux pour fait de grèves, des condamnations de manifestants à des peines de prison, de l'incarcération arbitraire de militants révolutionnaires (Romain Le Gal) ou de soldats, de l'expulsion et de la répression à grande échelle des travailleurs immigrés.

Quand l'idéologie de collaboration de classe et l'activité des traîtres à la classe ouvrière ne suffisent plus à maintenir les luttes dans des limites acceptables par la bourgeoisie, ce

qui est de plus en plus le cas aujourd'hui, l'État et tous les partis bourgeois de droite ou de «gauche» accentuent la répression. Alors c'est le masque démocratique bourgeois qui se fissure et laisse apparaître la dictature féroce du capital. La liberté, la justice, la légalité n'ont de valeur que pour les exploités et signifient interdiction, injustice et répression pour le peuple en régime capitaliste.

Quand on comprend qu'on n'a même pas le droit de tenir un meeting pacifique pour revendiquer le maintien du salaire, alors on n'est pas loin de comprendre que la violence révolutionnaire est juste et nécessaire et que sans la force du peuple en armes il n'y a pas de socialisme possible.

Après les menaces américaines contre les pays producteurs de pétrole

Le début d'une campagne contre le tiers monde

Alors que Kissinger vient de faire des déclarations menaçant les pays producteurs de pétrole, si ceux-ci décidaient une hausse du prix du pétrole, en France d'ores et déjà certains viennent de prendre le relais.

C'est ainsi que le journal fascisant «L'Aurore» titre, dans son édition de lundi, «L'Occident devrait dire "non" aux princes de l'or noir». En page intérieure, ce torchon lance un appel à l'union des pays capitalistes occidentaux notamment de l'Europe et des USA pour s'opposer aux pays du tiers monde producteurs de pétrole. «Le moment est venu de dire "non", le dos au mur, tous ensemble», écrivent ces nostalgiques du colonialisme. Dans ce même article, on cherche à faire porter la responsabilité du chômage sur les pays producteurs de pétrole.

Tout ceci donne un avant-goût d'une campagne qui pourrait bien se développer dans les jours qui viennent afin de tenter de dresser l'opinion contre les pays du tiers monde. On sait aussi que ce genre de campagne s'accompagne toujours d'un développement du racisme et de crimes commis contre nos frères immigrés.

A nous de mettre en échec cette campagne qui s'annonce dans certains milieux en expliquant que si les pays producteurs de pétrole venaient à décider une hausse de leur production, ils ne feraient ainsi que défendre leurs ressources minées par les hausses permanentes des produits que leur vendent les pays capitalistes développés. A nous aussi d'expliquer que le responsable du chômage et de la vie chère, c'est le système capitaliste et ses défenseurs.

Elections législatives partielles

LE 22^e CONGRES DU PCF
NE PAIE PAS

Parmi les différentes élections législatives partielles qui ont eu lieu le week-end dernier, il en est une qui retiendra particulièrement notre attention : celle du 5^{ème} arrondissement de Paris. C'est en effet là que se présentait l'une des «vedettes» du 22^{ème} Congrès du PCF : Elleinstein. Par de multiples déclarations, ainsi que par un livre, Elleinstein fait figure de théoricien de la tactique adoptée par le PCF lors de son 22^{ème} Congrès. Il ne fait pas de doute qu'en le présentant, les dirigeants du PCF comptaient pouvoir marquer des points. En apprenant les résultats, ces messieurs ont dû avoir une sérieuse déception.

En effet, alors qu'en 1973 le PCF obtenait dans cette circonscription 14,7 % des voix, en 1976 il n'en obtient plus que 11 %, soit 3,7 % de moins.

En chiffre absolu, tandis qu'en 1973 il obtenait 5 048 voix, cette année il n'en obtient plus que 2 539, soit la moitié.

Le PS, pour sa part, qui en 1973 obtenait 15,4 %, en obtient maintenant 19,7 %. Ce qui signifie que ce que le PCF a perdu a été gagné par le PS.

Les résultats de cette élection se trouvent confirmés partout ailleurs où avait lieu une élection. Dans l'Allier, le PCF recule de 0,7 % tandis que le PS progresse d'environ 10 %. Dans la Corrèze, le PCF recule de 5,6 % pendant que le PS progresse de 4 %. Dans la Gironde, le PCF recule de 1,2 % alors que les radicaux de gauche gagnent environ 12 %. Dans le Rhône, le PCF recule de 2,7 % alors que le PS gagne 14,4 %.

Il n'y a que dans les Yvelines que le PCF progresse, puisqu'il passe de 22,2 % à 26,05 %. Mais dans le même temps, le PS gagne lui environ 6 %. Ajoutons encore que dans la Haute-Loire, la

semaine dernière, le PCF avait perdu 1,6 %, alors que le candidat du PS qui a été élu avait progressé d'environ 2 %.

Ces chiffres, qui confirment ceux des élections ayant eu lieu depuis plusieurs années et dernièrement encore lors des cantonales, montrent une détérioration constante des positions électorales du PCF au bénéfice du PS, qui est devenu aujourd'hui sans conteste le premier parti de la bourgeoisie sur le plan électoral.

Ces résultats marquent également un échec de la tactique adoptée par les dirigeants du PCF lors de leur 22^{ème} Congrès. Celle-ci, consistant à présenter le PCF comme étant indépendant de l'URSS, «démocratique» etc..., avait pour objectif de freiner les reculs électoraux du PCF en en donnant une image susceptible d'attirer des électeurs.

Dans son livre sur le PCF, Elleinstein écrivait à propos du nouveau recul qu'avait enregistré le PCF lors des élections cantonales : «les conséquences du 22^e Congrès n'avaient pas encore eu le temps de faire sentir leurs effets en mars 1976. Il existe un décalage chronologique important entre le changement d'orientation du PC et la prise de conscience de ces changements par l'opinion publique. La critique d'un certain nombre d'aspects importants de l'expérience soviétique et de l'activité du PCUS dans un certain nombre de domaines apparaît trop récente à nombre d'électeurs pour qu'ils en tirent les conséquences dès maintenant».

Depuis, huit mois se sont écoulés et le recul se poursuit.

Ceci permet de penser que les dirigeants du PCF pourraient être amenés à reconsidérer leur tactique d'ici quelques temps.

Aujourd'hui mercredi à Versailles

Les enseignants de plus de
40 établissements manifestent

Suite de la p. 1.

Qui est responsable ? Licenciements, rentabilisation, sélection arbitraire, suppression des crédits et des postes, la voilà la réforme de M. Haby ! A l'académie de Versailles, de tristes records : 700 auxiliaires au chômage, des classes bourrées au maximum, un mépris des droits les plus élémentaires des enseignants. A Versailles, un recteur de choc, M. A., retranché derrière ses vigiles, fait expulser brutalement délégations et représentants syndicaux de son rectorat transformé en forteresse.

Les enseignants de l'académie de Versailles sont ré-

solus à ne plus rester isolés dans leurs classes et leurs établissements. Ils manifestent le mercredi 17 novembre à 16 h 30 à Versailles — rendez-vous à la gare de Versailles-Chantiers — pour la fin de l'arbitraire et des brimades à l'Éducation nationale, et en particulier au rectorat de Versailles ; pour la limitation des effectifs des classes à 25 élèves, sans suppression des dédoublements, par la création des postes nécessaires, pour le réemploi et la titularisation immédiate de tous les auxiliaires.

(Lire nos informations p. 5).

Trotskisme et
dégénérescence idéologique

Un vieux dicton du mouvement ouvrier dit que deux trotskistes, ça forme une organisation et que trois trotskistes, ça fait une scission. Ce dicton vient encore de se vérifier et cette fois-ci c'est la Ligue de Krivine qui en fait les frais.

Au mois de juillet, ce sont les trotskistes corses qui sont partis et qui se sont constitués en organisation autonome. On suppose que la position de la Ligue sur le problème corse n'y est pas pour rien. Au début octobre, une autre scission s'est opérée pour aller grossir les rangs d'un archi-groupuscule vieux de 40 ans qui s'appelle «Spartacus». Cette secte, dans un article de 1974 où elle se définissait elle-même, écrivait, entre autres, «le mouvement ouvrier français doit échapper à l'impérialisme idéologique du léninisme».

Voilà qui a le mérite d'être clair. Ainsi donc, une fois de plus, et quel que soit le sigle sous lequel ils se cachent, les trotskistes apparaissent pour ce qu'ils sont : des ennemis du mouvement ouvrier qu'il faut combattre sans aucun répit au même titre que leurs maîtres, les révisionnistes.

Rennes

Quatre
manifestants
condamnés
en appel

Quatre manifestants poursuivis en vertu de la loi anti-casseur ont été condamnés lundi par la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine) à des peines allant de dix mois de prison, dont six avec sursis, à quatre mois de prison, également assortis du sursis.

La cour d'appel a aggravé dans son arrêt la peine de l'un des manifestants, ce dernier ayant été condamné en première instance par le tribunal correctionnel de Rennes à deux mois avec sursis.

Les faits pour lesquels ont été jugés ces quatre ouvriers remontent au mois d'avril 1975 où une puissante manifestation pour protester contre les licenciements de l'usine Garnier avait eu lieu à Redon. Suite à l'intervention brutale des CRS, les manifestants avaient riposté en ayant recours à une juste violence révolutionnaire et en pénétrant à l'intérieur de la sous-préfecture. Une fois de plus, la justice bourgeoise condamne des ouvriers parce qu'ils se sont révoltés contre le sort misérable et la violence quotidienne qu'ils subissent dans notre société du fait de l'exploitation capitaliste.



Les mauvais coups du pouvoir contre les ouvriers immigrés de la Sonacotra

RIPOSTER DU TAC AU TAC

(suite de la page 1)

Ainsi, les immigrés doivent supporter toutes les charges de la fiscalité et de la légalité bourgeoises sans même avoir les droits qui en découlent.

Ce sont les services municipaux qui recensent les résidents pour ce sale boulot, et les services révisionnistes ou de «gauche» ne sont pas les derniers en besogne.

De la même façon, pour les travailleurs qui font renouveler leur carte de travail ou de séjour, il est nécessaire d'obtenir un certificat de «domicile» délivré soit par le commissariat,

soit par la mairie. Or voici plusieurs cas à Argenteuil ou Sainte Geneviève des Bois, où le commissariat refuse de délivrer ce certificat à des résidents des foyers en grève. Mais il s'avère que les services municipaux démontrent ainsi une collusion active avec les services de police refusant également de délivrer ces certificats. Une fois de plus, les attaques contre les résidents sont effectuées conjointement par les partis de la bourgeoisie et le gouvernement. Les grévistes refusant la tutelle du PCF ou de la CGT sur leur lutte, le pouvoir agit en quelque sorte pour les y contraindre. Ce fut déjà le cas lors de l'affaire Moussa Konaté qui

permet aux dirigeants du PCF de faire grand tapage sur leurs efforts au service des délégués expulsés avec la complicité indéniable du ministère de l'Intérieur, car ce dernier ne voit pas d'un mauvais œil, au contraire, le contrôle et l'encadrement

des luttes ouvrières par les révisionnistes.

En conséquence, il nous faut intensifier la popularisation et le soutien à la lutte des immigrés de la Sonacotra, partie intégrante des luttes de la classe ouvrière contre la crise capitaliste et

des luttes politiques pour l'obtention et la défense des droits démocratiques pour les travailleurs étrangers, mais aussi pour tous les travailleurs (voir article sur l'interdiction du gala des grévistes de la Caisse d'Épargne). Comment faire? En intensifiant la bataille dans les organisations syndicales, en direction de tous les travailleurs, ce qui nécessite aussi d'y combattre les obstacles politiques que constitue à ce sujet l'attitude des directions confédérales CGT ou CFDT. (voir ci-dessous la contribution de camarades de l'AOIP).

Dans l'immédiat, en poursuivant la souscription de

masse, dont nous publions la liste ci-dessous. Nous donnerons prochainement des informations sur l'utilisation de ces sommes. De même, pour la pétition.

En envoyant un soutien moral aux résidents convoqués aux tribunaux d'instance

— le 16 novembre à l'Hôtel de ville de Puteaux à 9 h 30
— le 18 novembre à Sannois 21, av. Charles de Gaulle à 14 h.

— le 23 novembre à l'Hôtel de ville de Puteaux à 14 h
— le 25 novembre au tribunal de Sannois à 14 h 30

— le 29 novembre au tribunal de Sannois à 14 h 30.



Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENTS	173,00 F	Soutien aux trav. imm. de	
Une enseigne du PCF	40,00 F	Sonacotra	500,00 F
Sousc. Librairie	520,00 F	Des sympathisants amis et	
Pour la vict. des trav. imm.		camarades B	120,00 F
des foyers Son. 3 employés		Pour les Son. en lutte PH	50,00 F
et un prof	100,00 F	Soutien aux trav. de Son.	
CDHR A. Marty	250,00 F	MCH	256,50 F
CDHR Bob Ku Sihon	100,00 F	Pour les trav. Son. GCh	40,00 F
Sousc. Libr. province	260,00 F	Les trav. de Son. vaincront	
JJD	75,00 F	Solidarité CJS	20,00 F
CDHR Chou En-lai AB	130,00 F	Solidarité aux trav. de Son	
Solidarité trav. Son. VB	100,00 F	CHV	500,00 F
Soutien Marseille	293,00 F	Oser lutter, oser vaincre	
Sousc. des trav. de Tréfinmétaux		Soutien	100,00 F
pour trav. en lutte contre		GM	30,00 F
Sonacotra	35,00 F	TOTAL au 6/11/76	8 672,50 F

Colmont-Cuvelier à Fives-Lille

OUI LA LUTTE EST POSSIBLE ET LA VICTOIRE AUSSI !

Colmont-Cuvelier à Fives-Lille est une entreprise de 150 ouvriers environ, fabriquant des pièces de caoutchouc (bandes, courroies pour moteurs, etc...) exportées dans de nombreux pays (Etats-Unis, Italie, Allemagne, Algérie...). Cette entreprise travaille notamment pour Peugeot (l'usine de Fives-Lille est à côté), Fiat, etc... Les conditions de travail y sont difficiles, notamment à l'atelier de la cave (qui fabrique les plaques de caoutchouc à partir de la matière première, les blocs de latex) et aux ateliers Veco 1 et 2, équipés de cuves chauffantes, où se fait le moulage - démoulage des pièces.

Le 9 novembre, la grève à EDF immobilise les machines à 9 h 30. A 10 h 15 le patron, plein d'illusions, rassemble les 2 équipes (celle du matin et celle de journée) et demande des «volontaires» qui accepteraient de pointer à 10 h 30, d'attendre une demi-heure aux vestiaires (sans être payés !) et de repointer à 11 h. Comme ça, le patron aurait gardé les ouvriers sous la main, sans les payer, au cas où le courant re-

viendrait. Mais les travailleurs, unanimes, ont rejeté cette combine et sont partis à 10 h 30. Ce n'est pas la première fois que le patron demandait ce genre de «service» aux ouvriers. Cette fois-ci il est tombé sur un bec.

Il n'en reste pas moins que, ce jour-là, les travailleurs ont subi une perte de salaire : ceux de l'équipe du matin ont travaillé 4 heures 30 payées normalement et 1 heure payée à la moyenne, et ceux de l'équipe de journée, plus touchés, ont seulement été payés 1 heure 30 plus 1 heure à la moyenne. Qui est responsable ? Certainement pas les grévistes d'EDF avec lesquels les ouvriers de Colmont sont solidaires !

La prochaine fois qu'il y a une coupure de courant (quelle qu'en soit la raison), les ouvriers ne devraient-ils pas exiger d'être payés à la moyenne pour le compte d'heures normal, jusqu'à 13 h pour l'équipe du matin et jusqu'à 17 h pour celle de journée ? Les ouvriers n'ont pas à faire les frais de ce genre de chômage technique. Mais à Colmont-Cuvelier il y a en-

core de nombreux autres problèmes à commencer par les conditions de travail (ainsi, par exemple, les travailleuses de l'enrobage doivent pouvoir travailler assises) et de sécurité (nombreux accidents, le dernier en date à l'atelier calandre). Et puis il y a le problème des primes qui divisent les ouvriers et entraînent un salaire en dents de scie. D'ailleurs, aux ateliers Veco, les travailleurs exigent que la valeur du moule (pour les 1 800, 1 900 et 2 mètres) soit ramenée à 1,85 F au lieu des 1,35 F actuels, et (pour les 650) à 1 F au lieu de 0,85 F.

Ces revendications sont justes, mais il faut aller plus loin et se battre pour la suppression du travail à la pièce et au rendement, et obtenir l'intégration des primes dans le salaire. La prime est une arme des patrons pour nous diviser.

Travailleurs, travailleuses, jeunes apprentis de Colmont-Cuvelier : pour satisfaire nos revendications, développons dans l'unité l'action à la base ! Oui la lutte est possible et la victoire aussi !

Correspondant HR Fives-Lille.

A l'AOIP (Evry)

Après le grand meeting du 23, des syndicalistes CFDT ont proposé une réunion à l'atelier, pendant l'heure du repas, à tous les travailleurs immigrés connus pour être dans des foyers Sonacotra (4 foyers de la région parisienne).

Le succès de cette réunion a largement dépassé ce qu'espéraient les militants qui l'avaient provoquée, car non seulement tous les camarades sollicités sont venus, soit une quinzaine, mais d'autres encore.

Ce succès fait d'autant plus ressortir une grave erreur commise par les camarades, qui avaient pris cette initiative sans en informer toute la section syndicale CFDT, surtout que celle-ci s'est montrée d'accord avec l'initiative.

Si nous avons mobilisé toute la section, non seulement cela aurait été agir selon un juste principe démocratique, mais cela aurait sans aucun doute permis une assemblée beaucoup plus large regroupant des travailleurs immigrés et français, syndiqués CFDT, CGT ou non syndiqués (comme c'était d'ailleurs le cas). C'est une leçon qui depuis n'a pas été perdue.

A cette réunion, il y a eu une relation du meeting, la popularisation des revendications du comité de coordination, des mécanismes par lesquels la Sonacotra exploite les résidents. On y a souligné : l'importance de cette lutte, le fait que des travailleurs de 11 nationalités différentes aient su s'unir et se donner une organisation démocratique : le comité de coordination ; la dénonciation de ceux qui veulent récupérer ou saboter cette lutte ; le danger de traiter foyer par foyer et de se séparer des autres pour des miettes.

Plusieurs camarades immigrés ont pris la parole pour souligner ce qui pouvait empêcher leur unité et leur entrée en action : l'absence de délégués ou leur passivité, les barrières qui peuvent exister entre nationalités...

Après un début de débat, prometteur pour l'avenir, si les militants savent prendre toutes leurs responsabilités, nous avons tous convenu que : la section CFDT continuerait à populariser, à informer sur la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra comme elle l'a fait depuis le début de son existence, bien qu'avec des insuffisances (Par exemple la dernière pétition n'a pas été popularisée) ; les travailleurs informeraient la section des événements pouvant survenir dans leurs foyers respectifs, que la section les aiderait à s'unir et à s'organiser, sans jamais prétendre les diriger et qu'elle les mettrait en contact avec le Comité de coordination quand ils le voudraient.

Voilà, avec pas mal d'erreurs, une première expérience qui nous a ouvert les yeux sur les moyens de développer la démocratie prolétarienne.



la France des luttes

A PROPOS DE LA LOI SUR L'ADOPTION

Cet article paru dans le No 563 est très juste quant à la situation actuelle, mais je voudrais le compléter en abordant l'autre côté du problème : pour qu'il y ait adoption, il faut qu'il y ait abandon.

Car nous, marxistes-léninistes, nous devons nous battre contre ce fait. Les abandons touchent essentiellement les milieux populaires et on en connaît bien les causes :

pression de tous ordres sur les jeunes femmes qui n'ont aucun recours, qui n'ont eu aucune formation, pour qui la contraception n'a pas été faite ou même a été mal faite, etc...

retraits d'enfants « en danger » que les parents, débordés par les agressions de cette société, voient de moins en moins, et acceptent finalement l'offre empoisonnée qui leur est faite d'abandonner leurs enfants, etc. (car les cas d'orphelins ne sont pas les plus fréquents).

Cet enfant dans notre société que peut-il devenir ? L'État bourgeois décide qu'il va changer de classe sociale, qu'il doit être intégrable et intégré dans la classe dominante. Pourquoi ? Pour pérenniser le nom de la famille, pour transmettre les biens d'« héritage »,

ce qui explique que la famille devra bien remplir toutes les garanties citées dans l'article : « situation financière, biens mobiliers, etc. et notre société délègue alors tous ses pantins dont elle se sert pour faire marcher la machine capitaliste : assistantes sociales, psychologues, psychiatres, etc. Le choix est rapidement fait.

D'ailleurs au niveau de la demande, il y a effectivement décalage (une assistante sociale travaillant en quartier de travailleurs n'avait reçu aucune demande en deux ans !). Dans les milieux ouvriers, il est fréquent qu'une famille « élève » tel ou tel enfant sans pour cela dire qu'elle l'« adopte ». Et cela laisse entrevoir ce que devrait être le problème en société socialiste : les enfants, en nombre relativement bas, qui se trouvent sans foyer sont « éduqués » par les gens qui se sentent responsables d'eux, qui développent avec eux des liens sinon de chair, mais de confiance, d'affection et de respect

mutuel : ce qui est mille fois plus solide. Et dans cet « élevage », ces parents ne sont pas seuls. L'éducation de la jeune génération est l'affaire de tous. Il n'y a plus d'appropriation d'enfant, plus de propriété privée et alors les enfants n'ont pas de raison de se révolter. Donc pour résoudre ce problème, comme tant d'autres, travaillons à la destruction de l'État capitaliste et à son remplacement par la dictature du prolétariat.

En attendant, luttons pour la diminution du nombre des abandons, par la défense des travailleurs, par la contraception bien faite, par la prise de conscience de notre peuple. Luttons pour que les enfants abandonnés soient confiés à la classe ouvrière, pour permettre à ces enfants de rester les défenseurs de leur classe, tout en sachant que cette lutte est très dure, parce qu'elle touche à ce qu'il y a de plus profond en nous, mais surtout, n'essayons pas d'améliorer des lois qui ne peuvent changer que si l'ensemble change fondamentalement.

Une travailleuse marxiste-léniniste de la Santé.

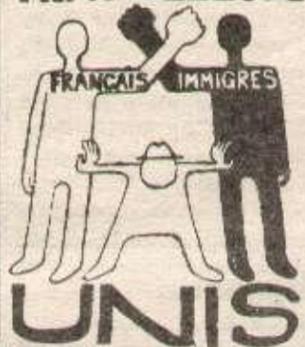
A la SIARE (Champigny)

Révolte contre la surexploitation et le racisme

La S.I.A.R.E. à Champigny, c'est une entreprise de fabrication de haut-parleurs où travaillent 170 personnes dont la plupart sont des immigrés ou des jeunes qui viennent de quitter l'école.

Leur lot quotidien : des cadences qui ne cessent d'augmenter. 8 heures 30 pour un salaire de misère :

TRAVAILLEURS



de 1 500 à 1 600 F ! ... et une répression qui frappe de plus en plus les travailleurs, surtout les immigrés.

C'est ainsi qu'après une réunion de C.E. (il n'y a aucun représentant des travailleurs, car aucun syndicat n'a jamais pu se constituer... seuls le patron et les chefs de section y participent) on a vu, affiché sur le panneau : « interdit à tout étranger de parler sa langue sur le lieu de travail ».

Immédiatement, il y a eu une réaction d'une travailleuse de rayer cette note de service.

Une deuxième affiche est alors mise par la direction, sur laquelle a été rajouté en rouge : « il est formellement interdit de toucher à cette affiche ».

Puis les travailleurs apprennent qu'il y aura une réunion, convoquée par la direction, à 12 h 20, pour les immigrés. Mais le temps d'arrêter les machines et de se laver les mains, il est presque 12 h 30, l'heure de manger.

C'est dans une atmosphère de mécontentement général que se déroule la réunion. Le patron, devant cette révolte jamais vue dans l'entreprise, ne laisse pas placer un seul mot aux travailleurs, leur disant qu'ils ne savent pas se soumettre aux ordres qui leur sont donnés.

Quelques travailleurs, les plus combattifs, demandent l'enlèvement de cette note de service.

Le patron, alors, pour en finir avec cette réunion, se dirige vers les travailleurs qui ont osé protester ouvertement et leur dit : « c'est maintenant que je vois à qui j'ai à faire ».

Peu de temps après, cette affiche est enlevée, le patron faisant toutefois remarquer qu'il la fera appliquer. Même si cette révolte en est à son tout début, elle est à saluer car dans combien d'entreprises, bien moins connues que Citroën ou les C.E. gérés par les révisionnistes, les travailleurs sont totalement soumis à la dictature patronale. (Une ouvrière qui tentait de monter une section syndicale a été licenciée).

C'est le devoir des communistes, des syndicalistes sur des positions de classe que de soutenir les travailleurs de ces entreprises, pour qu'ils puissent, en prenant toutes les précautions nécessaires, créer leur organisation syndicale et lutter, groupés, contre les patrons.

Enseignants.

UN MOIS DE GREVE DANS UN CES DE L'YONNE

Depuis le 15 octobre, les enseignants du CES Mallarmé à Sens, dans l'Yonne, sont en grève contre les heures supplémentaires et pour l'obtention de 2 postes d'enseignants supplémentaires.

L'an dernier, à la suite d'une première lutte contre les heures supplémentaires, les enseignants de ce CES avaient obtenu que ces heures soient transformées en

un groupement d'heures et en un demi-poste. Ce qui, concrètement, permettait l'emploi de 2 enseignants en plus.

Malgré les promesses de l'inspecteur d'académie, l'an dernier, les enseignants du CES Mallarmé se retrouvaient à la rentrée scolaire 76 devant la même situation : 63 heures supplémentaires et non assurées au total.

Au cours de plusieurs entrevues avec l'administration locale, l'inspecteur d'académie et le recteur, en visites au CES, les enseignants ont voulu leur exposer la situation en liaison avec le nombre scandaleux d'auxiliaires au chômage. Ils ont essuyé un refus de négocier net et méprisant. C'est la raison pour laquelle ils ont décidé de recourir à la grève, seul moyen pour eux d'obtenir satisfaction.

Correspondant HR.

Succès d'une lutte contre les licenciements d'enseignants à Nantes

Le 19 octobre, 12 maîtres-auxiliaires d'éducation physique sont licenciés dans l'Académie de Nantes par le secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports. Motif : manque de crédits !...

La lutte a été immédiate. Grève au lycée de la Colinière ; grève au CES Ernest Renan ; grève dans 3 CES du Maine-et-Loire.

Le 8 novembre, au matin, 150 enseignants, parents et jeunes en vêtements de sport ont occupé les locaux

de la direction régionale de la jeunesse et des sports au rectorat de Nantes, pendant toute la matinée.

Le 9 novembre, les parents d'élèves de la Colinière font grève.

Le 10 au matin, on apprenait que les suppléants seraient réemployés. Victoire ? La vigilance s'impose néanmoins de notre part pour que leur soient payés les journées d'interruption et pour empêcher tout licenciement.



Pour la correspondance avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

Maîtres-auxiliaires

PLUS CHOMEURS QU'ENSEIGNANTS

Ces jours-ci le ministère de l'Éducation nationale a rendu public quelques chiffres concernant la situation des maîtres-auxiliaires. On y apprend de la bouche d'Haby que 3,74 % des maîtres-auxiliaires n'auraient pas d'emploi, ce qui représenterait environ 1700 de ces enseignants.

La vérité semble être plutôt différente, puisque des sources notamment syndicales portent à 3 000 le nombre des maîtres-auxiliaires qui n'ont pas eu de poste lors de la dernière rentrée scolaire. Par ailleurs est-il précisé hors du ministère 46 000 enseignants connaissent l'insécurité et l'instabilité d'emploi, des retards de paiement, aucune indemnité de déplacement, ou de licenciement quand ils se retrouvent au chômage.

AFFICHEZ L'H.R.





Salon de l'enfance

Pour le profit capitaliste

Gadgets et idéologie bourgeoise à vendre

Un lecteur nous fait part de ses « impressions » après sa visite à cette « foire à l'enfant ».

D'abord, la première surface où les gens sont obligés de passer est réservée aux stands commerciaux. Partout l'agression de la publicité, des marques à tous les stands, des prospectus pour tous les enfants. L'enfant, un alibi, partout des tentatives d'achat pour les adultes (baignoires, électro-ménager, qu'est-ce que ça vient faire dans un salon de l'enfance ?)

Du vol et de la malhonnêteté : on vend des produits

sans marques, sans étiquetage, sans composition, trois fois plus chers que dans le commerce (nougat, pâtes de fruits, enfin, vendus pour tels).

On vend du coca-cola pour les enfants (le coca-cola contient de la caféine) tout un assortiment de sucreries, bonbons, chocolats, etc... Le « libéralisme avancé » n'avait pas prévu de stand d'information sur le danger de ces produits pour la santé des enfants !

La justification : « la répression des fraudes n'a pas le droit de contrôler. » Les organisateurs doivent demander pour avoir un contrôle : « ce n'est pas leur intérêt » dit le directeur d'une maison de confiserie. En effet, « il faut bien rentrer dans nos frais » dit l'organisateur « Il faut bien qu'on vende et des produits chers, on paie 2 millions le stand » dit un responsable de stand !

Le salon de l'enfance est une association régie selon la loi de 1901, à but non lucratif !!!

L'oscar du jouet est sélectionné par les vendeurs, avec pour critère la commercialisation et la rentabilité du jouet. Les enfants apprendront que ce qui est le mieux pour eux, c'est ce qui rapportera le plus à ceux qui le vendent. Ce n'est pas à eux de choisir. D'ailleurs, dans la vie, on choisira toujours pour eux selon ce même critère de rentabilité...

Pour clôturer le tout, pas besoin de cacher aux enfants que pour s'enrichir il faut voler, ce que font tous les capitalistes (légalement, puisque c'est eux qui font les lois). On a donc pu entendre la publicité suivante : « venez acheter la pochette X ; si vous n'avez pas d'argent, prenez-le dans la poche de votre voisin » !

Quelles belles leçons d'égoïsme et d'individualisme !

ET L'EDUCATION !

Dans un système capitaliste, ce n'est pas l'homme qui compte, c'est l'argent. L'homme n'a d'intérêt que comme consommateur, et au salon on entend bien éduquer l'enfant dans ce sens.

Non seulement l'enfant n'est pas considéré comme un être social humain (aucune animation de groupe, ni travaux manuels, etc...) beaucoup d'enfants disent leur déception, mais en plus, on va le former aux lois du système capitaliste :

— Des jeux bien innocents : un exemple : dessiner des emballages de boîtes de conserves ; premier prix, 50 kilos de conserves ; deuxième prix, 10 kilos de conserves.

Outre l'opération publicitaire dans laquelle on piège l'enfant, on lui donne l'idée de compétition et l'idée que plaisir égal consommation.

— Des privilèges : quand les parents achètent, l'enfant est prioritaire pour passer aux jeux : plus tu as de l'argent, plus tu as de droits.

Affaire Papinski

Après le procès le 29 octobre

JUGEMENT
LE 19 NOVEMBRE

Jacques Papinski comparait le 29 octobre, devant le tribunal correctionnel de Senlis, « pour s'être maintenu, à la demande des élèves en grève et contre l'avis du proviseur, dans le lycée technique de Creil ». Dans l'information qu'il nous a fait parvenir, Jacques Papinski indique que les témoins représentant diverses organisations et le défenseur Henri Leclerc saisi r ent toutes les occasions d'élargir le débat, jusqu'à transformer la séance en tribune contre l'arbitraire de l'administration face au juge s'efforçant de limiter la discussion.

Le jugement aura lieu le 19 novembre et Papinski demande d'exiger sa relaxe.

Il ajoute que « quoiqu'il arrive le 19, l'affaire ne sera pas finie tant que l'inspection du 18/5/1966 ne sera pas désavouée (inspection d'anglais faite par un inspecteur non angliciste, alors que Papinski connaît cette langue comme sa langue maternelle) » et il appelle à rester solidaires de sa lutte.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

IL FAUT ETUDIER
L'ECONOMIE
POLITIQUE

Les « Editions du Centenaire » ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les « Connaissances de base de l'économie politique ». Ce document précieux nous vient du Parti frère chinois. Dans le but d'inviter nos lecteurs à étudier ce document, nous publions sur plusieurs numéros de larges extraits du chapitre 1, qui définit clairement l'objet de l'économie politique.

Dans la société socialiste, l'économie politique marxiste demeure la base théorique qui permet au parti du prolétariat de définir sa ligne fondamentale. Le président Mao a analysé profondément les contradictions qui existent dans la société socialiste entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique. Il a démontré la longueur et la complexité de la lutte de classes et de la lutte de lignes pendant la période socialiste et, sur cette base théorique, il a défini la ligne fondamentale de notre Parti pendant toute cette période historique. Cette ligne fondamentale nous avertit que la société socialiste s'étend sur une assez longue période historique. Tout au long de cette période existent les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, le danger d'une restauration du capitalisme, ainsi que la menace de subversion et d'agression de la part de l'impérialisme et du social-impérialisme.

« Toutes ces contradictions ne peuvent être résolues que grâce à la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et à la pratique guidée par cette théorie. » La ligne fondamentale du Parti conduit le peuple de notre pays à persévérer dans la révolution sous la dictature du prolétariat, à lutter pour renforcer cette dictature, à prévenir une restauration du capitalisme, à construire le socialisme et enfin à réaliser dans le monde entier le grand idéal

qu'est le communisme.

Le président Mao indique :

« En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé. « Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Biao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage les œuvres marxistes-léninistes. » Le droit bourgeois, concrétisé par le système marchand et la répartition selon le travail, constitue la base économique essentielle de l'apparition de la bourgeoisie et de nouveaux éléments bourgeois. La compréhension de ces problèmes est capitale pour maintenir la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie. Ces questions concernent l'économie politique. Etudier l'économie politique peut nous permettre d'approfondir notre compréhension de la ligne fondamentale du Parti, et d'appliquer encore plus consciemment cette ligne.

ABONNEZ-VOUS AUX
PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION
1 an - 52 numéros - 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an - 12 numéros - 14 F

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

Service de vente de livres de l'économie politique

ETUDIATIONS
L'ECONOMIE
POLITIQUE

22 francs

Tout travail de presse et de tirage

E 100



culturel

Les continuateurs de la révolution chinoise

Un film projeté en France

TCHOUEN-MIAO

L'HISTOIRE DU FILM

Un village, la commune populaire, son hôpital. Les paysans, le travail des champs, et, de l'autre côté du lac, les médecins, la «recherche de pointe». Entre les uns et les autres, le poids d'années d'ignorance. Le téléphone sonne, une voix pressante : les paysans demandent un médecin pour soigner un enfant ; réponse ennuyée et distraite du médecin qui a mieux à faire : recevoir un dirigeant ou travailler à ses recherches. Une paysanne tend fébrilement une ordonnance au guichet de distribution de l'hôpital, la feuille est rejetée, ou bien la voilà avec une masse de médicaments étrangers très onéreux. Les paysans sont furieux.

1965 : le président Mao Tsé-toung lance un grand appel, «axer le travail médical et sanitaire sur les régions rurales». Désignée par la cellule du parti du village, et soutenue par l'ensemble des paysans, une jeune paysanne, Tchouen-miao (Pousse de printemps), va suivre

un stage de formation médicale à l'hôpital. Dès lors, la barrière est brisée : les paysans font irruption dans le domaine réservé de la médecine, avec leurs mains calleuses, leurs pieds boueux et leur volonté de mettre la médecine au service du peuple. Le conflit ouvert éclate entre Tchouen-miao et ceux qui, comme elle, veulent porter la malette du médecin en allant travailler aux champs d'une part, et les médecins «grands seigneurs», membres du Parti ou non, d'autre part ; d'abord au travers d'incidents apparemment anodins, mais qui expriment deux conceptions du monde radicalement opposées, celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie, sur la question de la formation des «médecins aux pieds nus» issus des paysans. Les contradictions s'aiguisent en même temps que l'enjeu se précise : pour les paysans, il faut prendre le pouvoir dans la médecine. Et c'est là, justement la Révolution culturelle.

Quelle réalité ?

Comme *Rupture*, film dans le contexte tumultueux de cette grande lutte, sur la révolution dans l'enseignement que l'on a pu

Peu d'œuvres, aujourd'hui

volution culturelle est à l'heure actuelle un des aspects de la lutte politique en Chine sur la question de l'édification socialiste. Se prononcer sur la Révolution culturelle, c'est prendre position : poursuivre ou non l'irruption des masses, sous la direction du Parti communiste, sur la scène politique, artistique, scientifique, et dans tous les domaines de la superstructure.

Ensuite, *Tchouen-Miao* reflète la Révolution culturelle en traitant un aspect de son contenu concret : la révolution dans le domaine médical et sanitaire. Comme l'enseignement, le domaine médical a été pendant 17 ans, dominé par une ligne révisionniste. Les médecins formés sur le tas, dans la pratique, et grâce à des stages dans les hôpitaux, travaillant en liaison avec les équipes médicales régulières, et, c'est là un aspect essentiel, non détachés de la production — les médecins aux pieds nus — sont un des acquis de la Révolution culturelle, une nouvelle réalité socialiste ; c'est une mesure capitale pour, d'une part, combler le manque de médecins, legs de l'ancienne société, d'autre part réduire



En haut : Effrayés, le directeur Tou Wen-kié et le médecin en chef Tsien Tsi-jen organisent un stage pour les médecins aux pieds nus. Tchouen-Miao et les autres stagiaires ne sont pas dupes de cette manœuvre qui vise à les corrompre.

En bas : Tou Wen-kié est dénoncé. Tous, Tchouen-Miao, le personnel de l'hôpital et les membres de la commune critiquent la ligne révisionniste.



voir en France, et sorti lui aussi début 1976, *Tchouen-Miao* (*) marque quelque chose de nouveau dans la création artistique en Chine.

Tout d'abord, *Tchouen-Miao* reflète la Révolution culturelle. Le film débute en 1965, et l'action se déroule

encore, abordent directement la Révolution culturelle. Car le faire exige d'analyser clairement le contenu et l'enjeu de cet énorme mouvement de masse, et de prendre position pour en défendre les acquis. Le verdict à l'égard de la Ré-

les 3 grandes différences, entre villes et campagnes, ouvriers et paysans, travail intellectuel et travail manuel. Mais, 10 ans après le début de la Révolution culturelle, la formation des médecins aux pieds nus est encore remise en cause par certains, qui prônent la formation d'une minorité de spécialistes par de longues années d'étude, cantonnés dans les villes et utilisant les seules méthodes étrangères. La lutte que retrace le film, et dont l'enjeu est : prendre le pouvoir dans la médecine, est toujours à l'ordre du jour.

Enfin, *Tchouen-Miao* reflète les contradictions de classes au sein de la société socialiste. Qui s'oppose à la formation des médecins aux

pieds nus ? Non seulement les exploités de l'ancienne société, mais aussi les responsables au sein même du Parti qui petit à petit, dans leur travail et dans leurs idées, se sont éloignés du peuple pour finalement l'opprimer et exercer le pouvoir sur lui afin d'acquiescer des privilèges. Ces responsables constituent la base de la dictature bourgeoise sur le peuple. La contradiction entre eux et le peuple peut devenir une contradiction antagoniste dont la résolution exigera une révolution sociale, comme la Révolution culturelle. Tel est le contenu politique que le film met en images : la lutte entre les deux lignes au sein du Parti, reflet de la lutte des classes dans la société.

Ce contenu révolutionnaire fait du film une arme de combat aux mains des masses pour la révolution. La figure héroïque de la paysanne Tchouen-Miao incarne à la fois le véritable héros prolétarien, plongé dans les masses, fermement attaché à la ligne juste du Parti communiste, et l'idée que «les choses nouvelles sont invincibles». En prenant racine dans la vie et les luttes quotidiennes et actuelles du peuple, le film donne un contenu concret tout en montrant clairement quelle est l'orientation juste et révolutionnaire.

(*) Projection le jeudi 18 novembre à 20 h 30 à la Mutualité, organisée par l'Association des amitiés franco-chinoises.

L'Humanité Rouge

1959, la guerre d'Algérie bat son plein

L'accueil de Pékin à une délégation du peuple algérien en lutte

Un de nos lecteurs nous a fait parvenir l'extrait d'un ouvrage publié récemment en France sur la guerre d'Algérie, extrait que nous publions ci-dessous.

Ce livre écrit par un de ces innombrables acteurs de la lutte de Libération nationale du peuple algérien contient au passage cette utile révélation sur le chaleureux et efficace soutien apporté d'emblée à la Révolution algérienne par le Parti communiste chinois, et un élément de plus de la trahison social-chauvine du PCF à l'égard de cette lutte d'indépendance du peuple algérien enchaîné par le colonialisme français !

Dans les extraits ci-dessous, l'auteur du récit évoque le voyage qu'il accomplit en 1959, en République populaire de Chine, au sein d'une délégation de l'Armée de Libération nationale algérienne.

Une délégation militaire algérienne doit partir en mission en Chine. Omar Oussedik, le colonel Si Sadek, onze officiers supérieurs de l'ALN et moi sommes priés de nous préparer. Ben Khedda qui rentre de Pékin avec Mahmoud Cherif, nous donne quelques conseils.

Etape à Moscou. Aseptisée : les autorités nous font visiter les musées et semblent se soucier de notre révolution comme d'une partie de billes. Dommage !

LE DRAPEAU ALGERIEN DANS LE CIEL DE PEKIN

A Pékin, autre ambiance. Un millier d'officiers chinois et d'attachés militaires nous attendent. Nous sommes reçus comme des ministres. A notre descente d'avion, un peloton rend les honneurs. Le drapeau algérien, notre drapeau, flotte librement dans le ciel de Pékin, à côté du drapeau chinois. Exécuté à la perfection, notre hymne national nous revient, familier, amplifié, insolite à mon oreille, car je l'ai surtout entendu chanter par les hommes du maquis.

Notre voyage constitue un nouveau pas pour le FLN. J'en veux pour seul témoin l'écho que lui réservèrent à l'époque les presses occidentales. Le FLN s'engageait résolument auprès des grandes démocraties populaires d'Asie : la Chine et le Vietnam du Nord. Notre mouvement de libération manifestait ainsi un net virage à gauche, selon la logique interne de toute lutte révolutionnaire issue du peuple.

Notre rencontre avec le peuple chinois, nos entretiens avec ses dirigeants, ont été très importants. Pour la première fois, nous avons exprimé les axes fondamentaux de notre politique étrangère. En Chine, nous avons trouvé une aide matérielle et militaire efficace. Les Chinois nous ont beaucoup appris. Mais limiter l'intérêt de notre mission au strict plan matériel, politique et militaire serait en faire une caricature. Comment traduire notre émotion devant l'accueil qui nous était réservé, pour la première fois, dans un pays étranger, hors du monde arabe ? Nous étions reconnus. Cette réception était un hommage rendu à notre peuple en lutte. Devant l'immense défilé du 1er Mai 1959, perdus parmi les innombrables délégations des tribunes officielles, nous avons senti la fin de notre isolement. Nous pensions à nos maquis lointains, à nos combattants solitaires, et voici que par-dessus les mers et l'espace, un pont s'établissait. Nous étions ébahis par l'ampleur du spectacle. Des millions de travailleurs défilèrent en une demi-journée (...)

Nous allions de surprise en surprise. Après le défilé, Mao Tsé-toung fit l'honneur à la délégation algérienne de la re-

cevoir, seule entre toutes. L'entrevue dura près de deux heures. Inoubliables. Nous attendîmes dans l'émotion et la ferveur. Mao apparut ; il marchait déjà très doucement, soutenu par ses interprètes qui lui marquaient un respect infini. Ce grand homme de l'histoire sut s'inscrire dans notre réalité avec une présence surprenante. Mao posa des questions précises allant directement au cœur des problèmes. Il nous demanda comment le peuple supportait le poids de la guerre, comment la lutte se déroulait.

Le chef de notre délégation, Omar Oussedik, parlait en notre nom. L'entretien suivait son cours, chaleureux mais officiel, quand Braïm Ghafa, qui admirait beaucoup Mao Tsé-toung, leva le doigt et, hors de toute attente, intervint :

— Monsieur le président, chez nous,



Arrivée de la délégation algérienne du FLN à Pékin en 1959.

quand on vénère quelqu'un, quand on le porte au plus haut de son cœur, on lui embrasse la tête.

L'entrevue parvint à son terme. Intimidés, nous ne savions trop comment prendre congé. Avec sa courtoisie raffinée, Mao nous guida vers son jardin, nous salua, et eut un geste dont la délicatesse m'émeut encore : le grand Mao donna le premier l'accolade à Braïm Ghafa, qui put à son tour embrasser la tête du président, en signe de respect, «comme on le fait chez nous quand on porte un homme au plus haut de son cœur»...

Chou En-lai nous reçut ensuite près de deux heures, avec ce souci des autres, cette finesse de rapports qui m'ont paru caractériser le peuple chinois. Il fit une analyse de la situation internationale et nous expliqua en détail la position de la Chine sur la question du Tibet. Nous écoutions non sans une certaine gêne qu'il est facile de comprendre. Nous faisons

la guerre contre la France, l'une des cinq premières puissances mondiales. Il n'était pas question de nous déterminer contre l'Inde. Chou En-lai le sentit et termina son exposé par cette phrase : «Camarades, nous avons simplement voulu vous informer. Mais nous ne désirons pas connaître votre position sur ce problème. Il est de notre devoir de vous dire la vérité. Mais il serait malvenu de notre part de vous dire : "Condamnez l'Inde." Vous avez besoin de tout le monde pour vous libérer.»

Toute notre mission en Chine nous confortait dans la voie de l'indépendance. Chou En-lai avait évoqué les difficultés du peuple chinois avant la prise du pouvoir. Notre périple à travers la Chine nous permit d'apprécier aussi son génie créateur. Usines, communes populaires, nous visitâmes tout et abordâmes les problèmes en toute liberté.

Le peuple chinois est étonnant et même à bien des travaux d'Hercule. Une anecdote vécue la nuit même de notre arrivée en donne une image exacte. Pékin nous apparut dès l'abord comme une ruche bourdonnante. L'avenue menant à notre hôtel, plus large que les Champs-Élysées, était dans un état lamentable. Des milliers d'ouvriers étaient à l'œuvre. Les travaux de réfection se faisaient sans la moindre machine, ce qui ne laissa pas

mandant doit mettre en doute mon équilibre mental et se dirige vers la fenêtre. Même processus. Les uns après les autres, les membres de la délégation ont eu bien du mal à y croire ! (...)

LE PCF REFUSE TOUTE RENCONTRE

Nous désirions également obtenir, par l'intermédiaire du Parti communiste chinois, un entretien avec la délégation du Parti communiste français, présente à ces fêtes du 1er Mai. Le Parti communiste chinois servirait de garant à d'éventuels accords. L'engagement plus précis du PCF soutiendrait notre cause. Nos discussions avaient échoué par le passé car, chaque fois, toute décision était remise en question. Les Chinois répondirent avec franchise à notre requête : «Vous êtes, il est vrai, un mouvement de libération nationale. Mais nous sommes communistes. Le PCF est un parti frère. Ne craignez-vous pas une certaine partialité de notre côté ?» Nous répondîmes : «Non, vous avez fait la Longue Marche. Nous faisons la nôtre. Vous avez lutté pour la libération de la Chine, et la portée de votre révolution a largement dépassé vos frontières pour s'étendre à l'Asie toute entière. Derrière la lutte du peuple algérien, toute l'Afrique est en marche. Le triomphe de nos révolutions peut secouer les bases de l'impérialisme mondial. Une meilleure coordination des mouvements de libération nationale en Asie, Afrique, en Amérique latine, jointe au mouvement ouvrier international, facilitera la décolonisation et, par voie de conséquence, renforcera la montée du socialisme dans les pays capitalistes.»

Les Chinois transmirent notre proposition. Au cours de notre ultime entretien, le maréchal Chen Yi nous fit part du refus du PCF. Le Parti communiste français protestait contre l'immixtion du Parti communiste chinois dans une discussion suscitée par le seul FLN et non par le Parti communiste algérien. Cette réaction du PCF fut riche d'enseignements pour les Chinois. Notre attitude nous montrait clairement ouverts à toute lutte de décolonisation — nous avions perdu près d'un million des nôtres — bien plus, elle démontrait aussi notre appui à tout mouvement populaire en lutte contre l'impérialisme... ce qui était censé devoir être aussi le but du Parti communiste français ! Les Chinois nous déclarèrent : «Nous tirons nos conclusions. Nous comprenons mieux l'attitude de nos camarades algériens et soutiendrons dorénavant votre cause au sein du Mouvement communiste international. Vous avez notre appui total et sans faille.» Leur amitié ne se démentit jamais.

Notre mission fut une réussite inespérée. La Chine nous a apporté une aide financière, matérielle et morale. Bon nombre de jeunes militants ont par la suite séjourné à Pékin et y ont reçu une formation solide, sans que jamais on n'essayât de les endoctriner ou d'influer sur leur choix politique. Au cours de notre périple, il n'y eut pas le moindre fausse note. Partout, c'était le même désir de donner des preuves de sympathie au peuple algérien, jusque dans les moments les plus détendus (...)